

DECLARATION LIMINAIRE DES REPRÉSENTANTS CFTC DGFIP AU CTL DE LA DRFIP 21 CTL DU 13 JUIN 2019

Le Président de la République a lancé le 15/01/2019 un grand débat national suite au mouvement des gilets jaunes.

La restitution des propositions organisée le 08/04/2019 a mis en exergue une demande de services publics plus proches, plus lisibles, adaptés aux usagers et accessibles dans tous les territoires.

En effet, une majeure partie de la population a exprimé un sentiment d'abandon.

Le projet de déconcentration de proximité ne palliera pas à ce constat. Bien au contraire, cette inédite opération de repli territorial, augmentera la désertification rurale.

Il en ressort :

- une diminution importante du nombre de trésoreries (10), les SIP passeraient de 6 à 2, les SIE de 5 à 2,
- des transferts internes, des fusions de services et de missions,
- une suppression plus massive d'emplois.

Le Gouvernement met en avant un nombre croissant de points de contacts. Cependant, ces points de présence n'offriront pas aux usagers l'ensemble des missions assurées actuellement par les services. De plus, les redevables ne disposeront pas d'autant de présence quotidienne.

Le développement des « maisons France services » qui devraient être bien vu par des territoires délaissés de longue date par le service public, n'assureront que des missions d'accueil généraliste. De surcroît, la plupart des missions assurées à ce jour par les services de la DGFIP n'y seront plus exercées, ce qui constituera un recul pour la population et les élus.

La montée en puissance de formes itinérantes d'accueil, ne répondra pas au besoin de réelle présence du service public.

Les agents aspirent à exercer leurs missions dans de bonnes conditions de vie au travail. Toutefois, entre les

.contraintes budgétaires, le projet de loi de transformation de la fonction publique et la géographie revisitée, ce n'est pas le cas.

Pour conclure, la CFTC Finances Publiques 21 a bien pris connaissance des propositions locales. De jolies cartes en couleur, mais assez peu de propositions chiffrées concernant l'objectif d'emplois visés ... en espérant une réelle concertation.

A suivre.